



Doc. 16416
02 juin 2026

Agir contre les maladies sexuellement transmissibles

Proposition de résolution

déposée par Mme Béatrice FRESKO-ROLFO et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Malgré des décennies d'avancées majeures, les infections sexuellement transmissibles (IST), dont le VIH, demeurent un enjeu crucial de santé publique. En 2023, plus de 96 000 cas de gonorrhée ont été enregistrés dans l'Union européenne, soit un triplement des cas sur dix ans selon le rapport annuel du 10 février 2025 du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC). La syphilis a doublé sur la même période. L'infection à *Chlamydia trachomatis* demeure la plus fréquente, avec plus de 230 000 cas confirmés. À l'échelle mondiale, chaque jour, plus d'un million de personnes contractent une IST, et des centaines de millions vivent avec des infections chroniques telles que l'herpès génital ou le papillomavirus humain.

La lutte contre le VIH se trouve à un point critique. En 2024, 1,3 million de nouvelles infections ont été recensées dans le monde, et en Europe 105 922 diagnostics de VIH ont été enregistrés, dont 54 % à un stade tardif, compromettant l'efficacité des traitements et la prévention des transmissions.

La progression des IST s'explique notamment par l'évolution des comportements sexuels (augmentation du nombre de partenaires, certaines pratiques à risque, diminution de l'usage du préservatif).

Les IST ont des conséquences graves sur la santé, contribuant à l'infertilité, aux cancers, aux complications de la grossesse. Certaines augmentent aussi les risques liés au VIH (infection, transmission, progression de la maladie) alors que la résistance aux antimicrobiens aggrave considérablement la situation.

Face à ces évolutions préoccupantes, l'Assemblée parlementaire devrait examiner la progression des IST et leurs facteurs de diffusion en Europe et au-delà, afin de renforcer la prévention, le dépistage, ainsi que l'accès aux traitements et à la vaccination. Elle devrait également rappeler l'importance de la couverture sanitaire universelle pour assurer une protection efficace de l'ensemble de la population grâce à des politiques de prévention.

Signé (voir au verso)



*Signé*¹:

FRESKO-ROLFO Béatrice, Monaco, ADLE
BRICO Christophe, Monaco, PPE/DC
BULAI Iulian, Roumanie, ADLE
COMA Bernadeta, Andorre, ADLE
COTTIER Damien, Suisse, ADLE
GERMAN Michael, Royaume-Uni, ADLE
GRYFFROY Andries, Belgique, ADLE
HAATAINEN Tuula, Finlande, SOC
KOSTADINOVSKA-STOJCHEVSKA Bisera, Macédoine du Nord, SOC
KRAVCHUK Yevheniia, Ukraine, ADLE
KUMPULA-NATRI Miapetra, Finlande, SOC
MARTINEZ SEIJO Luz, Espagne, SOC
NOWICKA Wanda, Pologne, SOC
PASQUIER-CIULLA Christine, Monaco, PPE/DC
PILLER CARRARD Valérie, Suisse, SOC
PLAVÁKOVÁ Lucia, République slovaque, ADLE
POLAT Filiz, Allemagne, SOC
STAMATIS Georgios, Grèce, PPE/DC
VELA Susanna, Andorre, SOC
ZABURANNA Lesia, Ukraine, ADLE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts